

La lettre du C. D. E. S.  
I.S.S.N. 1240-0009 C.P.P.A.P 72171  
BULLETIN DU RESEAU

# Le COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail  
section de l'Association Internationale des Travailleurs

Numéro 50 - mars-avril 98 - 10 francs

ILS ONT VOTÉ,



ET PUIS APRÈS...

## Association Internationale des Travailleurs:

A.I.T., apartado 4141  
18080 Grenade-Espagne  
Fax: (958) 28 89 92

## Confédération Nationale du Travail:

Le Bureau Confédéral est l'agent d'exécution et de liaison de la C.N.T., pour tout contact sur le plan national s'adresser à:

C.N.T. (B.C.), B.P. 2010  
14 019 CAEN CEDEX 6

## Unions Régionales:

Les U.R. sont l'expression de la C.N.T. Elles regroupent les divers syndicats d'une zone géographique. Pour tout contact dans une région s'adresser au secrétariat de l'U.R. concernée:

### U.R. Centre:

C.N.T., B.P. 116  
72003 Le Mans Cedex  
(Secrétariat Régional)

### U.R. Aquitaine:

C.N.T., B.P. 511  
64010 Pau Cedex  
(Secrétariat Régional)

### U.R. Midi-Pyrénées:

C.N.T., 7 rue St Rémésy  
31000 Toulouse  
(Secrétariat Régional)

### U.R. Méditerranée:

C.N.T., Vieille Bourse  
du Travail, 13 rue de  
l'académie,  
13001 Marseille  
(Secrétariat Régional)

### U.R. Normandie:

C.N.T., B.P. 2010,  
14019 Caen Cedex 6  
(Secrétariat Régional)

### U.R. Paris & Nord:

C.N.T., Syndicat des PTT  
CTA d'Amiens, rue  
dejean, 80000 Amiens

### Dans l'Est:

C.N.T., C/O C.E.S.L. B.P.12  
25014 Besançon Cedex

### En Rhône-Alpes:

C.N.T., B.P. 223, 38405  
St Martin d'Heres Cedex

Les partis politiques, les syndicats représentatifs et même les patrons, bref tous ceux qui nous dirigent ou voudraient nous diriger, dénoncent et déplorent le chômage.

Il est donc nécessaire, pour les maîtres de ce monde, d'affirmer qu'il faut faire baisser le nombre de chômeurs. Pour ce faire, ils ont recours à plusieurs magouilles : on bidouille les chiffres, on invente des stages bidons, on radie abusivement les chômeurs, etc. Mais un faible pourcentage de chômeurs ne veut rien dire. Aux USA, il y a environ 5% de chômeurs mais les pauvres s'y comptent par millions !

Une bonne partie de ceux qui pleurent sur l'existence du chômage n'ont qu'un seul mot d'ordre à la bouche : créer des emplois. Mais quels emplois? Travailler d'accord, mais pour quoi faire et à quelles conditions?

Tous ces beaux parleurs, ces soi-disant responsables qui prétendent nous représenter, ne posent pas les vrais problèmes. Pourquoi? Parce que ce sont eux qui profitent de la situation et qui causent misère et exclusion.

S'attaquer réellement aux origines du chômage, c'est remettre en cause le système capitaliste, c'est remettre en cause leur pouvoir. Que tu bosses ou que tu ne bosses pas, tu crèves quand même !

Exigeons dès à présent la satisfaction de nos revendications:

-la fin de la dégressivité des ASSEDIC,  
-1500 francs d'augmentation sur les minima sociaux,

-le RMI pour les moins de 25 ans.

Si les conditions de vie des chômeurs s'améliorent, l'Etat et les patrons ne pourront plus aussi facilement faire du chantage à l'emploi, le chômage ne sera plus une arme aussi efficace pour dissuader les salariés de se révolter.

Si un travailleur ne travaille plus, c'est que son travail n'est plus nécessaire car la machine le fait à sa place. Mais cette machine n'achète pas les choses indispensables à la vie du travailleur (logement, nourriture, vêtements...). Or, le travailleur licencié ne

peut se passer de ces choses indispensables.

### PARTAGE

### EGALITAIRE DES RICHESSES !

Il faut que le progrès profite à tout le monde, partout sur la planète. Un tas de boulot ne sert à rien, sinon à empêcher les gens de se révolter tout en faisant gagner un maximum de pognon à ceux qui nous exploitent.

Quant à ceux qui accomplissent des tâches vraiment utiles à la société, qu'on diminue leur temps de travail et qu'on partage avec eux ce travail. Ainsi nous travaillerons tous, moins et produirons des choses socialement utiles !

Il ne s'agit pas de développer l'assistanat ou de faire de la charité. Les revendications que nous avançons sont indissociables. La réduction du temps de travail, la garantie d'un revenu social doivent être synonymes de répartition égalitaire du travail et des richesses. Seule une lutte radicale contre l'exploitation et contre toute forme de hiérarchie et de domination pourra satisfaire nos exigences.

Pour en arriver là, il faut passer à l'action partout où c'est possible. Dans nos quartiers, sur nos lieux de travail, d'étude ou de galère, organisons-nous sans chefs et sans intermédiaires.

Travailleurs, chômeurs, étudiants, unissons-nous !

C.N.T.-A.I.T. Besançon





Pour de nombreux pays dans le monde, MAI 68 restera une date a part: point d'émergence de nombreux mouvements émancipateurs, il marquera une tentative de mouvement vers l'autonomie. Il s'affirme comme une remise en cause spontanée de la norme et des mythes fondateurs de la société marchande et autoritaire. A la fois par la critique du mode de vie américain et par celle du communisme bureaucratique.

A l'Est comme à l'Ouest, toute une jeunesse pour une part influencée par le situationnisme et par les idées libertaires, va tenter de redéfinir un projet collectif. Cependant ce mouvement sera largement battu en brèche par les mécanismes institutionnels classiques. Plus précisément par la double récupération des revendications au niveau économique et au niveau politique. Comme ce fut le cas par exemple, pour l'écologie, dont les précurseurs furent des libertaires : En effet, une fois les populations sensibilisées aux problèmes de l'environnement, celles-ci furent manipulées par la sphère marchande et

politicienne et on assista à la naissance du capitalisme vert et des partis de la même couleur.

Ces derniers concepts n'ayant plus rien à voir avec les idées initiales qui critiquaient le mode capitaliste de développement et ne prétendaient pas l'aménager. Malgré cette récupération, les idées émancipatrices restent, comme l'écologie d'ailleurs, d'actualité. Simplement, l'absence de mouvement autonome porteur et défenseur de ces idées les rend non seulement difficiles à défendre mais aussi à clarifier. "Le mouvement des chômeurs" que nous sommes en train de vivre donne un exemple supplémentaire de cette difficulté. En effet, même dans les quelques endroits où il a pu acquérir un certain niveau d'autonomie par rapports aux appareils de l'establishment syndicalo-politique, il n'a pas été une expression directe de la masse des chômeurs, trop inorganisés. Et, dans les autres cas, largement majoritaires, il a servi d'autres stratégies, grâce à la greffe d'un discours politique et humanitaro-médiatique, au détriment des revendications légitimes des précaires. Cette situation est la conséquence de l'acharnement mis a détruire, depuis l'après MAI 68, toutes les tentatives d'organisation à la base qui ont pu avoir lieu ici ou là. Tous s'y sont mis, les politiciens, les marchands, les professionnels du syndicalisme comme les publicitaires ; tous au service de l'Etat et du Capital.

Au total, les années qui ont suivi 68 sont l'histoire de l'inversion des valeurs ainsi que des trahisons idéologiques. L'aspiration des peuples à la liberté et à la justice sera ainsi détournée en matière politique comme en matière de libération sexuelle vers des sphères marchandes. L'exemple de l'Espagne, qui est passée au milieu de la décennie des années "70", de la dictature franquiste à la royauté libérale (improprement nommée démocratie) nous montre comment les institutions ont fait pour tuer dans l'œuf à la fois l'esprit émancipateur et le mouvement autonome susceptible de le porter

Le peuple espagnol subissait depuis 30 ans le joug franquiste. Les événements de MAI allaient être le prélude de nouvelles luttes. L'espoir

renaissait dans les usines où les ouvriers reformaient de véritables syndicats de base. Parmi ceux-ci, la prestigieuse C.N.T. semblait vouloir renaître de ses cendres grâce à l'apport d'une jeunesse enthousiaste. Ce mouvement s'accroît à la mort du dictateur en 74. Mais déjà les politiciens à l'œuvre s'étaient emparés des C.C.O.O (cellules ouvrières de base, qui tombaient aux mains des communistes) et les sirènes consuméristes tentaient de détourner le peuple de ses ambitions initiales. La C.N.T se portait quant à elle, de mieux en mieux. Des meetings monstres (40 000 personnes à San Sébastian de Los Reyes immédiatement après la mort du dictateur, quelques 500 000 à Barcelone quelque temps après), ainsi que des grèves rudes mais victorieuses, allaient donner à l'anarcho-syndicalisme un deuxième souffle, d'autant que celui-ci se posait en adversaire résolu des combines politico-sociales dont nous connaissons tous, à l'heure actuelle, les méfaits. C'est le refus de la C.N.T. de signer en 1978 le pacte de la Moncloa (dont l'objectif était d'intégrer les nouvelles organisations syndicales, issues de la résistance antifranquiste, au mode de production capitaliste) qui allait donner le signal d'un complot étatico-policier visant à détruire la Confédération. Le 15 janvier 1978, une provocation policière allait permettre, grâce à l'assassinat de 4 ouvriers, de porter un coup sévère à la C.N.T. Au cours d'une manifestation dirigée contre le pacte de la Moncloa, un indicateur de police, du nom de Garbin, infiltré dans la C.N.T., débauche un groupe de jeunes militants pour aller lancer des bouteilles incendiaires sur la façade d'un théâtre de Barcelone, la Scala. En parallèle, un autre groupe d'individus, qui ne seront jamais inquiétés ni identifiés, met le feu à l'intérieur du théâtre. 4 ouvriers, dont 2 adhérents de la C.N.T. périssent dans les flammes. Evidemment, malgré toutes les invraisemblances du dossier, ce sont les jeunes cénétistes qui seront arrêtés, torturés, emprisonnés. L'enquête est conduite de manière à criminaliser la C.N.T. Un témoin visuel des faits, marchand du kiosque à journaux situé en face de la Scala, est assassiné. D'autres témoins subissent d'importantes pressions. Un militant confédéral, au

EN DEHORS DE L'IMPRESSION,  
LE C.S. EST RÉDIGÉ ET RÉALISÉ À TITRE  
MILITANT PAR DES ADHÉRENTS DE LA  
C.N.T., CHÔMEURS OU SALARIÉS APRÈS  
LEUR JOURNÉE DE TRAVAIL.

courant de l'existence du complot ourdi contre son syndicat, est arrêté au mois de février 78, mené à la prison de Carabanchel (Madrid) pour y être torturé jusqu'à ce que mort s'ensuive. 20 ans après la mort d'Augustin RUEDA, le compagnon qui en savait trop, tout le monde s'accorde sur ces faits. Mais, à l'époque toutes les institutions de collaboration de classe, favorables au pacte de la Moncloa, syndicats et partis de gauche inclus, relayés par les médias qui commencèrent à criminaliser la C.N.T. alors que les cendres étaient encore chaudes, ont participé à l'hallali contre la seule organisation ouvrière qui maintenait avec succès en Espagne le flambeau de la lutte de classe et de l'autonomie des exploités.

Ces événements, pour si extraordinaires qu'ils puissent paraître, sont significatifs d'une époque où rien n'aura été épargné pour mettre fin à la contestation de l'ordre établi. Des faits semblables se sont également produits en Italie avec les affaires Valpreda et Pinelli en 69. Dans d'autres lieux, comme en France, le système, confrontés à des adversaires de moindre envergure (comme les Geismar, July, Cohn-Bendit) qui se sont très facilement laissés acheter, n'a pas eu besoin de recourir au terrorisme d'Etat. Le système ne ménage pas ses efforts quand il s'agit de détruire toute forme d'auto organisation en vue de construire une société tournée vers la réalisation des aspirations légitimes des individus à la justice, à la liberté.

Après cette décennie 68/78 le mouvement révolutionnaire entame les années 80 vidé de son contenu, pire, en ayant lui même secrété les dirigeants et l'élite qui nous opprime en utilisant des concepts détournés de leur sens: "la guerre c'est la paix", en 1991 pour la guerre du Golfe, "l'antifascisme, c'est le capitalisme en liberté", pour les partis et syndicats de gauche...

Plus que jamais, nous devons garder en mémoire de quoi le système est capable pour se maintenir en place, nous méfier de la puissance des sirènes de l'argent et du pouvoir, y compris de la gloriole médiatique, qui ont mené tant d'individus à laisser se pervertir de nobles idéaux. Notre organisation, la C.N.T., section française de l'historique Association Internationale des Travailleurs, assumera quand a elle, ce devoir de mémoire et d'analyse qu'un monde épris de vitesse et "d'efficacité" veut sans cesse faire oublier aux exploités de tous les pays.



**J**e me rappelle, au moment où la campagne électorale pour les législatives de 98 battait son plein, des quelques discussions que j'ai eues avec un certain nombre de personnes à propos du fait d'aller voter ou pas. Et bien sûr chacun y allait de ses arguments. Je me souviens aussi, de l'argument fort en faveur du vote qui ressortait systématiquement dans les milieux de gauche ou d'extrême-gauche et qui était : " Ne pas voter, c'est laisser une porte ouverte au Front national, c'est donner sa voix au fascisme, c'est aussi cautionner l'expulsion de nos amis maghrébins, africains et autres ". La campagne électorale est passée et les gens sont allés massivement voter pour contrer le FN, croyant dur comme fer que les socialistes tiendraient leurs promesses cette fois-ci. Un an après, la gauche est au pouvoir et les sans-papiers, naïvement et en toute confiance, sont allés déposer leur dossier de régularisation à la Préfecture: dossiers avec leurs nom, adresse et tous les renseignements nécessaires à la police pour les retrouver en cas de non-régularisation. Oh, évidemment, quelques rares chanceux ont eu droit à une carte d'un an, alors que beaucoup d'autres ont été fermement et simplement invités à quitter le territoire français ...

Maintenant que la gauche est au pouvoir et alors qu'elle avait fait de l'abrogation des lois Pasqua-Debré son fer de lance lors de la campagne électorale, il n'est plus question pour elle d'abrogation, mais seulement de loi plus " ouverte ", plus

" humaine ". Une loi qui continue à traiter les sans-papiers au cas par cas.

Aujourd'hui, sur 170.000 demandes déposées, on estime le nombre de refus à 100.000 ! Les expulsions ont repris de plus belle et des centaines de personnes ont perdu leur emploi suite à une dénonciation de la Préfecture auprès de leur employeur. La "méthode Chevènement " du cas par cas est plus silencieuse mais tout aussi efficace, et en plus, elle divise.

Que les promesses de la gauche et/ou de la droite volent en éclat sitôt les élus installés au pouvoir, ne m'étonne guère! Cela fait longtemps que je sais que leur seul souci, c'est d'être au pouvoir et de prendre part au gâteau. Je sais aussi qu'ils n'ont ni l'envie, ni ne se donnent, les moyens d'un réel changement de la société, et que la misère des gens, qu'ils soient sans-papiers, précaires, chômeurs ou Rmistes, n'est en fait qu'un fonds de commerce pour élections électorales. Mais que la population se fasse à chaque fois avoir, qu'elle croit toujours et encore aux promesses des politicards, qu'elle soit atteinte d'amnésie, cela me dépasse. En disant cela, et en attendant, les sans-papiers continuent d'être expulsés et le fossé entre riches et pauvres continue de s'agrandir sous nos yeux, incapables et impuissants devant cette injustice qui nous écrase chaque jour un peu plus. En disant cela et en attendant, beaucoup prendront le chemin des urnes pour remplir consciencieusement leur devoir de " citoyen-démocrate " ou faute d'autres alternatives. Pourtant, des alternatives, il y en a.

Que l'on soit sans-papiers, smicard, Rmiste, travailleur ou précvaire, nous sommes tous dans la même galère, nous sommes tous des exploités, des dirigés, des opprimés. Alors, commençons d'abord par nous unir et refusons qu'une poignée d'individus décide de notre vie !

## A TROIS LUTTES ET QUELQUES AUTRES QUI S'ANNONCENT

*Apparemment sans liens entre elles, de nombreuses luttes opposent des chômeurs, des paysans, des anti-nucléaires aux éternels " décideurs " qui nous pourrissent la vie. En fait, elles illustrent le conflit croissant entre l'Etat (défenseur d'un mode de développement nuisible à l'être humain et à l'environnement) et des populations qui défendent leurs conditions de vie. Voici quelques exemples récents pris dans notre région :*

### L'ARIEGE AU REGIME SANS SEL?

Il était une fois Sarah qui vivait en Ariège et devait refaire la charpente de sa maison. Sarah n'avait pas les moyens de payer une entre-prise, ni un artisan charpentier, ni un artisan maçon ou plombier. Il était une fois Sarah qui savait que le S.E.L. 09 (Système d'Echange Local) existait près de chez elle et pouvait, contre échange de services (ou/et quelque "monnaie trébuchante"), lui envoyer les gens nécessaires à la réfection de sa maison. A son appel, ils vinrent, tels les bonnes fées, à une centaine, lui prêter main-forte. Sarah eut donc sa maison retapée; mais son bonheur fut de courte durée car les sorcières Etat Capteur et Impôts, s'inquiétèrent d'une telle outrecuidance. Elle fut convoquée devant le Tribunal Correctionnel de Foix au motif qu'elle avait bénéficié d'une entraide illégale, puisqu'elle avait fait refaire sa charpente par des adhérents du S.E.L.09. Comme on s'en doute, la morale étatique fut sauvée, puis que Sarah fut condamnée.

### ALLONS - NOUS BOUFFER DE LA M...

Nous allons vous conter à présent, non pas l'histoire de Jacques et du haricot magique, mais celle du MAIS TRANSGENIQUE et des trois membres de la Confédération Paysanne.

Il était une fois un nouveau maïs fut introduit subrepti-

cement dans les coopératives agricoles. Nos trois membres de la Confédération Paysanne avaient appris que des silos près d'Agen en contenaient; ils vinrent sur les lieux et réussirent à dénaturer quelques sacs, pour l'exemple, pour que les journalistes alertent l'opinion publique. Le 3 février dernier à Agen, les trois paysans ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis et risquent d'avoir à payer un lourd remboursement. Parmi les accusateurs, aux côtés des multinationales, il y avait ... la C.F.D.T. Un grand merci à tous les adhérents de cette centrale.

Que les paysans se le tiennent pour dit ! ils sont dans le collimateur de Dame Justice, vous savez, celle que l'on représente toujours les yeux bandés, balance à la main, mais qui est bien toujours la même justice de classe : pour les gros contre les

petits. On leur intime -comme aux consommateurs- l'ordre de ne pas bouger, même quand les choses les plus infâmes se préparent. Ainsi, la P.A.C. (politique agricole commune de l'Europe des quinze) veut réduire les indemnités pour l'agriculture de montagne, alors que c'est justement un mode de production qui privilégie la qualité (au contraire de l'élevage extensif en batteries).

L'objectif, à peine voilé, des instances européennes, c'est de nous faire bouffer de la merde, au sens propre du terme si on ose ainsi l'écrire : nous lisons en effet dans la presse américaine que " les bovins sont nourris avec de la fiente de poulet " ! Déjà, les industries de l'agroalimentaire testent, " pour nourrir les animaux qui fourniront la chair de nos hamburgers, le lisier de porc et les vidanges "

### AGENDA

**CASTRES** : Samedi 28 mars, de 15 à 18 heures, Salle des Associations, débat sur l'anarcho-syndicalisme avec la C.N.T.-A.I.T. (Syndicat du Tarn-et-Garonne).

**TOULOUSE** : Vendredi 3 avril, à 20 h 30, 7 rue St Remesy, débat à bâtons rompus : " la mise sous tutelle, arme de contrôle social ? "

**TOULOUSE** : 3 et 4 avril, Fête du printemps, à l'Espace Myris.

**DECAZEVILLE** : Samedi 4 avril, Maison des Associations, 20 h 30, présentation de l'anarcho-syndicalisme avec la C.N.T.-A.I.T. (Syndicat du Quercy-Rouergue).

**MONTAUBAN** : Samedi 12 avril, à la Maison du Peuple, débat public avec la C.N.T.-A.I.T. sur des thèmes d'actualité

**TOULOUSE** : 1er mai - Rassemblement de la C.N.T.-A.I.T.

humaines". Bref, mieux broutard<sup>1</sup> que jamais, on se rend compte, de l'Ariège au Cantal, que le capitalisme ne nourrit pas les hommes mais se nourrit d'eux... ce qui est à la même hauteur sous-ceinture que "l'argent n'a pas d'odeur" de l'empereur romain Vespasien qui créa l'impôt sur les vespasiennes.

## EN ATTENDANT, IRRADIATIONS GRATUITES POUR TOUS.

Et voici encore une bonne histoire, celle-là sans odeur apparente mais non sans danger ; elle ne nous dit pas si les fidèles comparses (justement appelés la voix de "leur" maître) de la société capitaliste, C.G.T. et C.F.D.T. pour les nommer, s'y sont distingués eux qui gueulaient, voici quelques décennies, à la création d'emplois par la construction de toutes les centrales nucléaires projetées en France (ne pas construire ces centrales, disaient-ils, c'est spolier la "classe ouvrière" de son droit au travail !)

Vient donc d'avoir lieu à Montauban le 23 Janvier dernier, le procès, devant le Tribunal Correctionnel, de trois militants anti-nucléaires.



benoîtement escaladé une des tours de re-froidissement de la Centrale nucléaire de Golfech pour attirer l'attention dans une France, qui, Voynet ou pas, continue doucement son programme. Trois jours avant le procès, et jusqu'au lundi matin (où ils dégagèrent les lieux pour laisser travailler les ouvriers) les trois militants antinucléaires ont cette fois grimpé sur une grue de chantier près du Tribunal de Montauban pour se rappeler à l'attention de chacun, et rappeler la situation nu-cléaire que nous subissons. Le jour du procès, une bonne cinquantaine de personnes (dont des "Verts" gouvernementaux) est venue les soutenir. Les trois inculpés ont été condamnés à des amendes de 10.000 Francs (dont la moitié avec sursis) et à payer la somme de 11.774 Francs à E.D.F pour réparation.

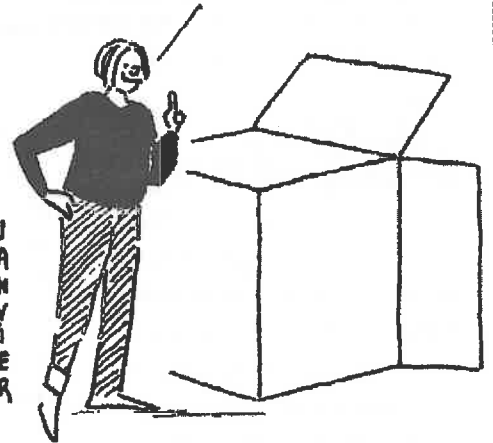
Commentons : l'Etat a à sa disposition l'arsenal de ses lois. Quoi de plus facile que d'asphyxier les petites organisations comme "Planète en danger", les individus militants, les petits journaux et périodiques, les petits paysans, les chômeurs, ... par des amendes qui ne ressemblent certes pas au franc symbolique ! Mais, tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle casse : plus la répression frappe, plus le ras-le-bol augmente, plus de nouvelles luttes apparaissent. A suivre dans les prochains mois, celles contre les "projets mégalomaniacs" d'autoroutes comme la Translauragaise, à suivre encore celles contre les lignes T.H.T. (à très haute tension) dans le Fossat, tous ces projets qui "ne font pas dans la dentelle" ni des sites, ni des humains...

El viejo.

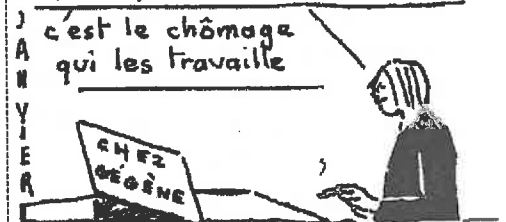
<sup>1</sup> Jeune veau, élevé avec sa mère, qu'il tête encore et aux côtés de laquelle il broute librement l'herbe.

## Dis Eugène !

Peine de mort pour Karla  
Pénis d'amour pour Monica

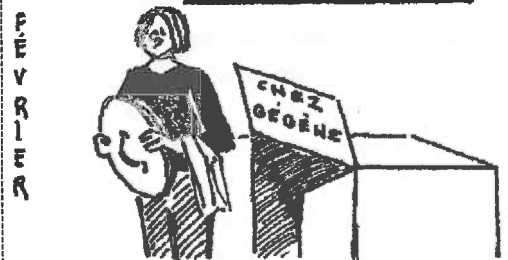


Les chômeurs se suicident  
plus que les autres



Pour la Réception des Juifs

Papon ne s'occupait  
que des petits fours



Plus les patrons sont de glace  
plus il y a d'épaves dans les rues





Photo: Alain Piffon 98 - Manifestation Anti-Le Pen 5 mars 98

Parmi les derniers événements du mouvement social, deux manifestations ont bénéficié d'un important battage de la part de l'ensemble des organisations syndicales, groupes et associations "de gauche". La mobilisation contre la venue de Le Pen le 5 Mars 98 à Toulouse fut considérable (10000 selon la police, 30000 selon les organisateurs), prise en charge par un service d'ordre imposant (et plus que douteux quant à la participation de la police à ce service) qui fut même salué par la télévision et défendu par les responsables, c'est à dire les organisations anti-racistes, notamment "Ras l'front". Résultat de cette mobilisation : le président du FN a tenu sa soirée, 18 manifestants ont été arrêtés, 2 ont passé quelques nuits sous les verrous, les autres passeront en procès ! La presse dénonce des "casseurs" condamnés même par certains "anti-fasciste"; les organisateurs quant à eux font, au mieux, mine de ne pas comprendre... Il est clair que ce type de manifestation restera critiquable tant que les organisateurs continueront à laisser tomber les gens après avoir conduit la marche devant les forces de l'ordre, alors que cette fois-ci encore aucun objectif précis, à l'exception d'un concert de musique, n'avait été fixé. Que peut-on penser lorsqu'on voit

aujourd'hui, qu'il n'y a qu'une poignée de sympathisants qui soutiennent les inculpés alors que le 5 Mars il y avait au moins plus de 10 000 personnes dans la rue ? Ce flou permanent qui règne au sujet de ces manifestations et de leur objectif laisse très perplexe, particulièrement en période de campagne électorale, ce qui était le cas, comme l'année dernière pour les élections législatives.

Le deuxième rassemblement, le Samedi 7 Mars, contre le chômage, fut appelé par l'ensemble des groupes et syndicats ayant plus ou moins (souvent moins que plus) participé au dernier mouvement des chômeurs. Plusieurs problèmes quant à l'organisation de cette manifestation. Prévue à 14 heures, elle fut avancée à 11 heures. On dit que c'est à cause du match de rugby France-Irlande de l'après-midi... Ce qui laisse des doutes sur la "motivation" des organisateurs. Bref, dans la semaine, des militants cégétistes distribuaient un peu partout -métro, facs- un tract appelant à la manifestation " contre le chômage et pour l'application immédiate des 39 heures " ! On est loin des véritables revendications des chômeurs ! L'Assemblée générale des chômeurs lance également des appels à manifester. Le jour en question, je me

rends donc -un peu perplexe il faut l'avouer- au rendez-vous, à 11 heures, allées Jean Jaurès. En arrivant on pouvait voir quelques milliers de manifestants réunies dans une ambiance plutôt kermesse : musette à la sono de la CGT, entrecoupée de quelques slogans, pas vraiment dynamiques, vendeurs de sandwiches (alors que certains chômeurs ne peuvent même pas s'en payer), musique de bal. Après avoir fait un tour complet, une partie des manifestants monte vers le haut des allées Jean Jaurès suivant la CGT, une autre reste sur place, enfin un dernier groupe emmené par des "chômeurs en lutte", part en direction d'un supermarché. But : récupérer de la nourriture et aller pique-niquer sur la place du Capitole. Cette action symbolique ne fut pas acceptée par la direction du magasin. Celle-ci laissa ses vigiles s'opposer physiquement, mais en vain, pour empêcher les manifestants de sortir avec la nourriture. Rien n'est gratuit et les commerçants ne veulent pas perdre un sou ! Mais, au total, la grande question qui se pose, c'est celle de la très faible présence de chômeurs et de précaires dans ce mouvement. Et, avec, une question subsidiaire : est-ce que la stratégie choisie est réellement de nature à favoriser l'élargissement de la lutte aux centaines de milliers de chômeurs qui ne se reconnaissent dans aucun parti, groupe ou syndicat ?

Ces deux cas de manifestations, exemples de ce qui se fait beaucoup de nos jours, amènent en fin de compte à s'interroger sur ce qu'est appelé " mouvement social ". Celui-ci va-t-il rester encore longtemps la propriété et le fond de commerce des permanents syndicaux, des responsables politiques et des associations " de gauche ", et de groupuscules ? Ne vaut-il pas mieux travailler à sa cohérence interne, ce qui permettrait probablement son élargissement à la grande masse des exploités.

<sup>1</sup>Voir page A pour informations sur les inculpés.

## LIBERTÉ POUR LES ANTI-FASCISTES, ARRÊT DES POURSUITES

Lors de la manifestation contre la venue de Le Pen à Toulouse le 5 mars 98, comme l'année dernière lors de la venue de Mégret, un certain nombre de personnes ont été victimes de violences policières, d'autres interpellées de manière arbitraire et inculpées.

Sur les 18 interpellés, après une garde à vue allant pour certains jusqu'à 24 ou 48 heures, deux ont été mis en détention provisoire à St Michel (un a été relâché à ce jour, l'autre est encore incarcéré). Douze autres personnes (soit un total de 14) sont inculpées de " coups et blessures volontaires avec armes sur force de l'ordre ". La date de leur procès n'est pas encore fixée. Certaines d'entre elles ont été victimes de violences lors de leur passage au commissariat. Des plaintes vont être déposées par les victimes. Ces individus vont faire les frais d'une politique répressive, en disproportion totale avec leur présence à cette manifestation, encourageant de lourdes peines de prison.

Dès vendredi six mars, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées et ont apporté leur solidarité aux inculpé(e)s. Un collectif de soutien aux antifascistes s'est formé. Nous lançons un appel à témoignage de toutes violences constatées lors de la manifestation.

Les réponses apportées par le gouvernement aux manifestants, antifascistes, chômeurs et précaires en lutte, sans papiers, ... ne peuvent pas être celle de la répression.

Le Collectif de soutien assure une permanence tous les jours -sauf week-end- de 10 à 14 heures, à Canal Sud, 40 rue Duméril, 31400 Toulouse.

## AZZEDINE

Dans notre précédent numéro, nous lançons un appel à la solidarité avec un sans-papier, Azzedine. Nous tenons à informer nos lecteurs qu'Azzedine a reçu une première réponse positive, pour trois mois, dans l'attente de l'étude de son dossier. La vigilance doit continuer jusqu'à la résolution du cas.

Des amis d'Azzedine.

## UN JEUNE LYONNAIS EX- PULSÉ : QUE DEVIENNENT, EN ALGERIE, LES INSOUMIS?

Lundi 24 février, à Marseille, A. Mékani, 24 ans, insoumis au service militaire dans l'armée algérienne, habitant la banlieue lyonnaise où son père est installé depuis 18 ans mais dépourvu de titre de séjour en France, a été, en vertu d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière, embarqué à bord d'un ferry de la SNCM à destination d'Alger. Mékani risque dans le meilleur des cas soit la prison immédiate, soit l'incorporation forcée et le départ, à titre disciplinaire officiel ou officieux, pour les opérations militaires dures de la guerre civile en cours. En signe de protestation, deux membres du Comité antimilitariste pour la promotion de l'objection de conscience dont notre amis Thomas Santini se sont jetés à l'eau et accrochés au ferry prêt à partir tandis qu'à bord les marins affiliés à la CGT observaient un arrêt de travail symbolique. Deux autres manifestants et trois journalistes ont été,

comme eux, interpellés.

Le reporter de "La Marseillaise" précise que la CIMADE, qui a statut d'observateur du respect des droits des quelques 2 à 3000 étrangers qui transitent chaque année par le centre d'Arenc (Bouches-du-Rhône), est déjà intervenue plusieurs fois sans succès, auprès des ministères de l'Intérieur et des transports. La Cimade elle-même "dénonce l'hypocrisie du gouvernement qui applique à de rares exceptions près la même politique de reconduite à la frontière, quelle que soit la personne et le risque qu'elle encourt".

La presse marseillaise souligne que le gouvernement français n'a pas décidé d'adopter un moratoire sur les " reconduites " en Algérie, ce qu'il a fait précédemment pour le Liban, le Zaïre et l'ex-Yougoslavie.

(source : la Marseillaise, le Provençal, libé et les communiqués et témoignages directs du Comité de soutien à A. Mekani)

Une lectrice

## Abonnement

**C.N.T.** : La Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège national se trouve à Caen. Le secrétariat de l'Union régionale Midi-Pyrénées est à Toulouse. A travers son C.D.E.S. (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie ce bulletin tous les deux mois dans le cadre du réseau de presse "Le Combat Syndicaliste". Les Jeunes Libertaires se réunissent également dans les locaux de la C.N.T. N'hésitez pas à prendre contact.

### UNE SEULE ADRESSE POUR L'ENSEMBLE :

C.N.T., 7 rue St REMESY, 31000 TOULOUSE.

Permanences, réunions publiques à Toulouse : C.N.T., C.D.E.S., Jeunes Libertaires... : chaque samedi de 17 à 19 heures (au local).

Tables de presse : aux Puces (place St Sernin), le dimanche à partir de 11 heures. Aux R.U. du Mirail le mardi (12 h. à 13 h. 30), et de Rangueil le lundi (12 à 13 heures).

Débat "à bâtons rompus" le premier vendredi du mois à 20 h 30 (à Toulouse).

Réunion de la section universitaire : deuxième lundi du mois à 20 h. 30

A MONTAUBAN, la C.N.T. organise un débat public sur des thèmes d'actualité l'après-midi de chaque deuxième samedi du mois à la Maison du peuple rue Michelet, à 16 heures.

Pour le Quercy-Rouergue et l'Ariège, s'adresser à Toulouse qui transmettra.

### ABONNEMENTS :

Un an : abonnement normal : 50 francs,

Abonnement de soutien : 100 francs ou plus.

A verser au C.C.P. : C.D.E.S., N° 3 087 21 H Toulouse



"Petit, petit, petit" ; c'est par ces mots que ma grand-mère faisait rentrer chaque soir ses bêtes à l'étable. Les vaches, dodelinant de la tête, rappliquaient, donnaient bravement leur lait, et, quand elles étaient trop vieilles, prenaient directement le chemin des abattoirs. La vie politique actuelle n'est pas sans similitude avec la vie rurale d'antan. Pour faire rappliquer les électeurs, le politicien de gauche a lui aussi son cri : "Le Pen, Le Pen, Le Pen". Et ça marche : le peuple de gauche accourt aux traditionnelles manifestations de rue et aux urnes.

Que les idées de Le Pen exercent un effet répulsif sur la partie la plus sensée de la population, quoi de plus naturel ? Mais que ces appels vertueux contre le F.N. servent essentiellement à masquer une politique répressive et anti-sociale, comment continuer à le taire ?

J'ai sous les yeux un tract "Non au F.N." diffusé à des milliers d'exemplaires dans plusieurs départements, avec des variantes qu'il ne serait pas inutile de commenter, tant elles semblent coller à l'électorat de tel ou tel coin. Ce tract, dans ses différentes moutures, est signé du Parti Socialiste, du Parti Communiste et des Verts, c'est-à-dire des partis de gouvernement. Il dénonce le caractère raciste, sexiste, antisocial de l'extrême-droite, mais c'est pour mieux faire l'impasse sur les contradictions du gouvernement.

Ainsi, le P.S. et consorts prennent soin de dénoncer le F.N. "qui prône l'inégalité des races" (entre parenthèse, il n'existe pas de races dans le genre humain, et le laisser entendre, même en étant contre, c'est déjà participer, même involontairement, d'un discours raciste). Mais il n'y a bien entendu pas un seul mot contre les lois xénophobes actuelles et les expulsions de sans-papiers. Le magazine Téléràma peut titrer, en parlant de la situation dramatique des Algériens, "Pendant les massacres,

les expulsions continuent", ce n'est là pour nos vertueux anti-fascistes du gouvernement qu'un de ces petits "détails" de l'histoire...

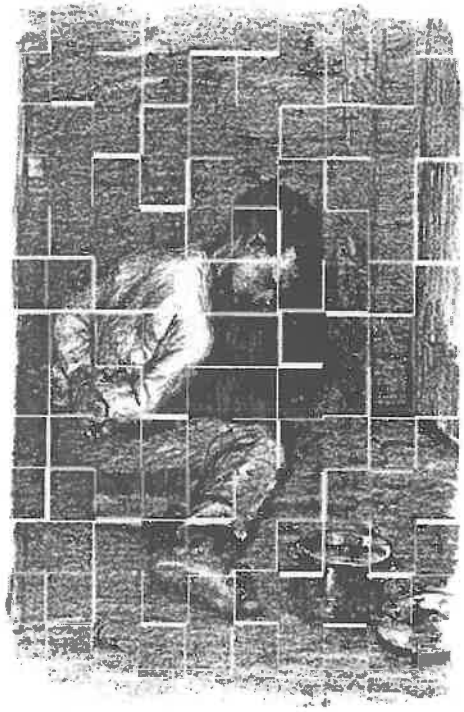
Autre critique portée contre le F.N., celle de "condamner toute forme de contraception...". Mais que font donc les gens du gouvernement pour la contraception ? Ils refusent toujours le remboursement des pilules mini-dosées (les pilules modernes). Les femmes pauvres n'ont le choix qu'entre des pilules surdosées, vieilles de plus de 20 ans, et ... pas de contraception. Quant aux centres d'I.V.G., ils fonctionnent avec des moyens dérisoires.

Troisième critique contre le F.N. : "il condamne le mouvement social". Bigre, le gouvernement se contente, lui, de jeter des chômeurs en taule et de faire matraquer et condamner tous ceux qui essayent de résister à la dégradation de leur situation économique, de lutter pour leurs droits sociaux. Le Pen "préconise de supprimer les services publics" ; le gouvernement procède à des privatisations ; on espère que les dindons de la farce (nous, les usagers devenus clients par la force) apprécient la nuance !

Enfin, le F.N. "s'est doté d'une organisation paramilitaire, le DPS, qui agit dans l'illégalité". Entendre des partis dénoncer une chose aussi grave, et voir que le gouvernement qu'ils soutiennent, ne prend aucune mesure est tout simplement étourdissant. En effet, la constitution d'une organisation paramilitaire est illégale, le Code pénal prévoit des sanctions particulièrement lourdes dans ce cas. Que font donc les Procureurs de la socialiste Guigou ? Nous constatons chaque jour qu'ils instruisent avec célérité les procès contre les militants anti-fascistes, les travailleurs, les jeunes, et requièrent chaque fois de lourdes peines. Et, contre une milice illégale, garde prétorienne d'un parti, le F.N., qui, au dire des partis du gouvernement est "fasciste" et met

donc gravement en péril la démocratie, ils ne font rien ! Vous n'avez pas l'impression que le P.S., le P.C., les Verts et ceux qui les soutiennent sont en train de se payer notre tête ?

Ce tract se conclut par "Ouvrons ensemble à un véritable changement social car le F. Haine progresse sur la misère et la désespérance". Voici enfin une grande vérité. Mais, qui crée la misère et la désespérance ? C'est une question à laquelle les signataires du tract se gardent bien d'apporter l'ombre d'une réponse. Et pour cause.... Au delà de la critique des partis du gouvernement, ce qui est posé, c'est la question de la stratégie des anti-fascistes sincères. Depuis le début des années 80, le seul résultat tangible du "front commun" avec les partis institutionnels et leurs satellites gauchistes, c'est la montée du F.N., la pénétration des positions de ce mouvement dans l'opinion publique et la reprise de ses thèmes par les gouvernements successifs (lois Pasqua-Chevènement...). Ne serait-il pas grand temps de refuser de cautionner cette politique et de construire enfin une véritable alternative ?



*C'est un peu ce que signifie le message délivré par Jospin dans les médias, en bon chef d'un gouvernement pluriel, et qui peut résumer toute l'intention de la fameuse loi contre l'exclusion, mise à l'étude, rappelons-le, sous la droite et que la gauche veut nous offrir comme un cadeau.*

Cette loi contre l'exclusion ne fait rien d'autre que valider, accepter cette dernière comme normale et inévitable dans ce système inégalitaire. Les miettes accordées récemment par le gouvernement ne changeront en rien la situation financière souvent catastrophique, toujours frustrante et angoissante des intéressés.

Par ses multiples mesures, elle atomise également cette classe d'exclus en une multitude de cas. Le "cas par cas" dans l'octroi de la prime de fin d'année en est révélateur. Qui plus est, elle réaffirme pour les jeunes la "sacro-sainte" valeur masochiste et hypocrite du travail méritoire, gratifiant et émancipateur, surtout s'il est rare. Sous couvert de lutte contre le chômage et de réinsertion, n'est-ce pas l'occasion de nous faire avaler un genre de travail obligatoire qui se pratique déjà en Allemagne et en Angleterre, un genre de C.E.S. systématique ? le but étant de faire travailler pour un tarif légèrement supérieur à leurs indemnités un nombre encore plus important de gens au chômage en fin de droit. En cas de refus, c'est évidemment le risque de se faire radier des listes et contribuer malgré soi à la baisse statistique du chômage et de son coût ! Si nos gestionnaires y pensent depuis un bon bout de temps, gageons que cette fois-ci toutes les conditions sont réunies pour qu'ils passent à l'acte sans retenue.

Quant à la loi des 35 heures, cet "ambitieux" programme, sous une apparence de réduction et de partage du travail, elle va immanquablement nous faire avaler la flexibilité et l'annualisation. Ces dernières ne servant avant tout qu'à l'utilisation toujours plus rationnelle de l'individu et de la masse salariale,

elles contribueront certainement à supprimer plus d'emplois à temps plein et à baisser les revenus. Cette loi, comme on peut s'y attendre, ne résoudra pas le problème de la précarité, bien au contraire. Elle ne résoudra pas le fait que ces gens soient exclus de la consommation et des richesses qu'ils devront contribuer à produire. Peu à peu, c'est le modèle à l'américaine qui s'impose, créant une société à deux vitesses dans laquelle, malgré ce que l'on peut entendre, la richesse des uns est proportionnelle à la pauvreté des autres et la distribution des fruits de la croissance un leurre de plus.

## LES ASSISTES, CE SONT LES PATRONS !

Aujourd'hui, certains nantis osent encore traiter les chômeurs et les précaires d'assistés, comme si l'assistantat ne faisait pas partie de la logique du système, ou servait à cacher sa nature qui est de diviser pour mieux régner. Mais la leçon de morale est d'autant plus insupportable qu'elle vient bien souvent d'individus privilégiés ou habitués aux faillites frauduleuses, aux détournements de fonds publics... Par contre, on ne culpabilise pas l'assistantat accordé aux patrons, qui consiste en un ensemble de primes de toutes sortes, distribuées tous les ans, et qui atteignent au moins 150 milliards de francs. En outre, la puissance financière mondialisée "oblige" les Etats et leurs dirigeants à limiter les régulateurs sociaux, à accorder leurs largesses aux riches plutôt qu'aux pauvres, et à se désengager de leur rôle social en le confiant aux associations dites caritatives. De ce point de vue, que peut bien signifier

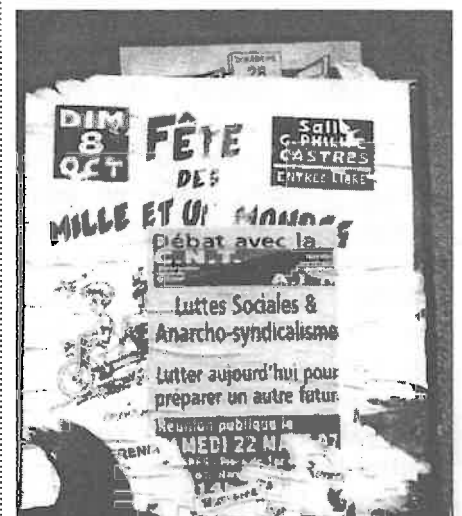
le "pour ou contre" Maastricht ?, le "pour ou contre" l'Europe, mis à part, une bagarre entre ceux qui pourraient gagner ou perdre du pouvoir dans cette nation élargie ?

## S'ORGANISER INTERNATIONALEMENT.

Il y a trente ans, sur des barricades, fleurissaient des invectives contre les valeurs morales de la classe dominante jusqu'à en faire trembler ses bases. A cette heure, et pareillement, il nous semble évident que les concessions faites dépendront plus de la force et de la détermination du mouvement social plutôt que de l'hypothétique valeur des négociateurs. Aussi, il nous paraît d'autant plus nécessaire de s'organiser, internationalement, afin de résister et de détruire ce système qui génère tant d'aberrations et de nuisances, de sortir de la sphère salariée et marchande les productions et distributions de biens indispensables à la vie de chacun.

Contre ceux qui vivent de notre exploitation, à nous de faire émerger un autre futur par la lutte intercorporatiste et autogérée, où chacun œuvrera selon ses capacités pour que chacun puisse couvrir ses besoins.

C.N.T.-A.I.T. Amiens.



**A** fin de dresser un bilan d'étape du mouvement des chômeurs, nos compagnons de l'Union régionale Midi-Pyrénées ont sorti, sous le titre "Actualité de l'Anarcho-syndicalisme" un cahier (qui peut être commandé à Toulouse, adresse en page 2, 10 francs pièce) qui reprend les articles publiés dans diverses éditions régionales du Combat Syndicaliste et qui apporte donc des informations et des analyses sur les événements qui sont déroulés à Marseille, Caen, Besançon et dans l'Essonne. Nous en extrayons l'appel à la solidarité qu'il contient :

Vient de paraître



"Pour la première fois depuis le début du mouvement des chômeurs et des précaires, quatre manifestants ont été emprisonnés du 11 au 26 février 98 à la suite d'une action rassemblant environ cent cinquante chômeurs, précaires, étudiants et salariés devant le magasin Cash Converters, rue de la Roquette à Paris. Cette action entendait dénoncer la prolifération des commerces qui exploitent la détresse des plus démunis en rachetant leurs biens à des prix dérisoires pour en tirer profit. Il s'agissait d'une protestation symbolique consistant en un rassemblement devant le magasin suivi du dépôt de plusieurs marchandises sur le trottoir, devant la vitrine.

Une intervention disproportionnée impliquant CRS, gardes mobiles et policiers en civil a conduit à l'interpellation d'une quarantaine de personnes et à des violences policières. Ces interpellations ont été suivies de dix mises en garde à vue à l'issue desquelles quatre manifestants

ont fait l'objet d'une procédure expéditive de comparution immédiate. Pire encore, lors de l'audience, leur mise en liberté provisoire a été refusée. Ils ont été incarcérés à Fleury-Mérogis jusqu'à la date du procès fixée initialement au 26. Leurs seuls accusateurs (les policiers) étant absents ce jour-là, le procès a été renvoyé au mois prochain et les quatre manifestants libérés de ce fait après l'audience. La mise en détention de ces quatre personnes, incompréhensible au vu de l'absence de gravité des faits qui leurs sont reprochés, tout comme la condamnation d'un chômeur à Lille à la suite de l'occupation des ASSEDIC et la condamnation d'un précaire à Paris après une manifestation à la Préfecture sont la marque évidente de la volonté d'étouffer par la force et l'intimidation le mouvement des chômeurs et des

précaires, qui continue à revendiquer le relèvement des minima sociaux et l'extension du droit au revenu au moins de 25 ans.

Dans la continuité des innombrables expulsions d'antennes Assedic, des blocus policiers autour de lieux occupés, cette incarcération de deux semaines avant jugement et les condamnations déjà prononcées dans les autres cas, visent clairement à dénier aux chômeurs et précaires le droit à l'expression publique et sociale.

Quand le gouvernement de "gôche" laisse jeter des chômeurs en prison, quant il en laisse condamner d'autres à des amendes très lourdes pour des personnes aux revenus particulièrement faibles, il montre de quel côté il se place. Quand des "syndicats", des "associations", des groupuscules continuent aux moments cruciaux pour eux (c'est-à-dire lors des élections) à soutenir, directement ou hypocritement, ces mêmes politiciens, ils dévoilent leur vraie nature : être des rabatteurs de voix et les fossoyeurs de tout mouvement social.

Pas un chômeur ne doit être mis en prison pour des raisons sociales. Pas un ne doit être condamné."

"Actualité de l'Anarcho-Syndicalisme".

#### TRIBUNE LIBRE : NETTOYAGE ETHNIQUE AU CHIAPAS

Suite de la page 8

C'est pourquoi le massacre de Chenalho, quelques jours avant Noël, constitue le signe que le gouvernement P.R.Iste a décidé d'accélérer le massacre des indigènes. Survenu à peu de jours de la célébration du quatrième anniversaire du soulèvement armé zapatiste au Chiapas, ce massacre est non seulement un message pour l'E.Z.L.N mais aussi pour les millions d'indigènes de tout le Mexique.

La seule réponse que peut y opposer la "société civile" des 80 millions de Mexicains et l'humanité toute entière, c'est une rébellion pour éviter ce "nettoyage" qui vise à assassiner des enfants, des femmes, des indigènes qui sont tous nos frères. La seule solution, c'est d'appuyer et de participer à la révolution indigène

mondiale qui a commencé le 1er janvier 1994 dans la forêt de Lacondana au Chiapas.

Cette tribune libre a été publiée dans le journal national mexicain "Noticias" le 27 décembre dernier par Humberto Escobedo Cetina. Ancien universitaire licencié pour ses positions politiques, Humberto, qui vit et milite dans l'Etat d'Oaxaca (Mexique), a en particulier publié une biographie de Ricardo Flores Magon (un des précurseurs de la révolution mexicaine de 1917) et une anthologie anarchiste de sa pensée. Il a également édité les déclarations de la jungle de Lacondana (positions de l'EZLN)





## CHIAPAS : TEMOIGNAGE

Les protestations énergiques qui se sont élevées dans le monde entier à la suite de l'exécrable massacre de 45 indigènes sympathisants de l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) ont provoqué la fureur du véritable commanditaire du crime : le gouvernement mexicain.

C'est pourquoi le président Zédillo a déchaîné ces jours derniers une série d'actions punitives dans le cadre de ce qui est appelé ici "la guerre de basse intensité" contre l'EZLN. Toute la stratégie de l'Etat repose sur un vieux truc : terroriser la population et provoquer les zapatistes pour les obliger à se montrer et pouvoir dès lors les réprimer. La principale cible de Zédillo est donc constitué par les communautés indigènes qui hébergent les cinq "aguascalientes" (centres

politiques zapatistes). Dans l'un d'entre eux, "La Realidad", j'ai été témoin de l'énorme pression à laquelle la population est soumise. Le 3 janvier 98, la communauté a été bouclée par les militaires et de nombreux paysans ont été torturés dans les plantations afin de leur arracher des informations sur les endroits où se "cachent Marcos et les zapatistes". Ces violences ne sont pas des faits isolés. Le même jour, l'armée a arrêté des paysans à Morelia. Quelques jours après, ce fut le tour des habitants d'Altamirano et d'Oventic de subir une vague de répression. Le 6 janvier, toute la population de cette dernière communauté a préféré abandonner le village menacé par des troupes militaires. A Polho, cinq mille réfugiés, fuyant les massacres survenus le 22 décembre dernier à Acteal, vivent dans des conditions d'une extrême précarité sous la menace.

Maintenant, les communautés indiennes qui sympathisent avec l'E.Z.L.N. vivent sous la crainte perpétuelle de massacres militaires ou paramilitaires. Les observateurs internationaux, chargés de témoigner, sont également une des cibles du gouvernement qui fait tout pour rendre leur présence difficile. Les services gouvernementaux dits de "migration" agissent avec une intensité croissante pour expulser de la zone tous les étrangers qui tentent d'accéder aux régions sous influence zapatiste. Pour ceux qui y sont, le renouvellement des

visas est de plus en plus difficile. Ils subissent des fouilles incessantes "à la recherche d'armes" et sont systématiquement fichés.

Le gouvernement mexicain a été déstabilisé par les protestations qui ont subi les massacres d'Acteal. Cependant, il a choisi de poursuivre dans la voie de la répression. C'est pourquoi il est nécessaire de poursuivre les protestations devant les représentations du Mexique et le soutien aux communautés indiennes.

Guindilla,  
San Cristobal de las Casas,  
Chiapas (Mexique),  
février 98 (Info A.I.T.).

## TRIBUNE LIBRE : NETTOYAGE ETHNIQUE AU CHIAPAS

Le massacre de 45 indigènes du Chiapas, en majorité des enfants et des femmes, qui a été perpétré en décembre par une organisation paramilitaire liée au P.R.I. (Parti gouvernemental) n'est pas un fait isolé dans l'histoire de l'humanité en général et mexicaine en particulier.

Depuis l'apparition en Europe de sociétés patriarcales esclavagistes, basées sur la propriété, l'expansion des empires capitalistes, anglais ou espagnol par exemple, ont eu comme objectif non seulement l'exploitation inhumaine des indigènes d'Asie, d'Afrique, d'Amérique ou d'Australie, mais surtout l'élimination physique des natifs de ces quatre continents.

Dans notre pays, les Espagnols ont conduit pendant plus de trois cents ans une politique de "nettoyage ethnique". Après "l'indépendance", les gouvernements mexicains qui se sont succédés depuis le siècle dernier à nos jours, ont eu le même objectif. Depuis 67 ans, le régime, constitué d'un présidentielisme autoritaire et un parti d'Etat, le P.R.I. (Parti Révolutionnaire Institutionnel) poursuit l'extermination de trois millions et quelques d'Indigènes mexicains.

Suite page 7



Manifestation de la section espagnole de l'A.I.T. en soutien au peuple du Chiapas.